

ANNABA

L'APN au secours
des opérateurs économiques

La plupart des opérateurs économiques en charge d'unités de production dans différents secteurs d'activité ont alerté la Chambre de commerce et d'industrie (CCI), Seybouse (Annaba). Leur démarche porte sur les risques de faillite auxquels ils sont confrontés.

Leurs soucis communs sont les faiblesses du tissu local industriel et agroalimentaire. Tous deux sont confronté, entres autres, au déferlement des produits importés tous azimuts, l'absence de protection de la production nationale, la fluctuation des devises, les impôts élevés ainsi que les taxes douanières excessives appliquées sur les inputs et autres matières premières acquis à l'importation. Des soucis quotidiennement nourris par les «affaires» qui mettent en cause des pratiques appliquées dans certaines banques. Bon nombre de ces dernières sont à l'origine de la déstabilisation de plusieurs opérateurs redevables de crédits à un niveau d'intérêt dont le taux n'est appliqué nulle part ailleurs, y compris chez nos voisins de l'est et de l'ouest.

L'alerte parvenue à la commission économique et financière présidée par Djamel

Daoudi à la CCI Seybouse a été sérieusement prise en considération. Elle a été aussitôt répercutée en haut lieu dont la chefferie du gouvernement et la commission financière de l'Assemblée populaire nationale (APN).

Selon nos informations, le souhait des opérateurs du secteur public et privé de la région de Annaba est de bénéficier de l'écoute des décideurs de l'Etat. Pour, ont-ils précisé, sauver ce qui peut encore l'être de ce qui reste comme outil de production nationale. Souhait qui devrait se concrétiser aujourd'hui, 7 avril.

En effet, et c'est une première, Tayeb Nouari, président de la commission financière de l'APN, a favorablement répondu à l'invitation qui lui a été adressée par les principaux animateurs du secteur économique de Annaba. Il devrait présider, le

même jour au siège de la CCI, une réunion avec les concernés pour une compréhension totale des problèmes.

Pour, éventuellement, chercher des propositions concrètes de solution à soumettre au chef du gouvernement. Les opérateurs économiques, qui ciblent au titre de «gros problèmes» les impôts sous toutes leurs formes et les taxes douanières à l'import des matières premières, ont exprimé un véritable sentiment de gâchis de l'économie nationale. Ils ont estimé qu'en l'état actuel des impôts et des taxes appliqués, il leur est impossible de concurrencer le produit d'importation ou de compenser leurs déficits d'exploitation et de production.

«Si rien n'est fait, bon nombre d'opérateurs économiques de la région du secteur socioéconomique seront contraints de déclarer faillite. Ce n'est pas un appel que nous lançons, c'est un SOS. Avec la disparition de ce qui reste comme capacités de production, c'est aussi celle de milliers de postes de travail encore en sursis. Faute de

réaction des décideurs, les unités en activité fermeront à court terme», a indiqué Djamel Daoudi.

Message apparemment entendu cinq sur cinq avec l'arrivée du président de la commission financière pour désamorcer ce dossier explosif. Face aux demandes pressantes de ses interlocuteurs, qui espèrent obtenir un engagement plus précis du gouvernement avant la fin de l'année, M. Nouari aura beaucoup à faire. Il sait que les risques de faillite de la plupart des sociétés sont réels.

Comme il sait que les rares entreprises publiques encore existantes sont à l'agonie et que si l'Etat veut poursuivre son programme de privatisation, le gouvernement doit accélérer le redressement de celles à la santé précaire. Dans la région de Annaba, la plupart des entreprises, qui furent des fleurons de notre industrie, ont déjà été cédées à des étrangers avec des avantages que l'on a refusés à des repreneurs nationaux.

A. Djabali

L'INSTITUT DE FROID DE OUED AÏSSI, TIZI-OUZOU,
PARALYSÉ PAR LA GRÈVE DES STAGIAIRES

Vol d'un équipement électroménager
d'environ 200 millions

Après la grève des enseignants dont les revendications essentielles, exposées au début de l'année dernière à plusieurs niveaux du secteur de la formation, sont toujours à l'ordre du jour notamment les 14 logements de fonction fermés et détériorés, voilà le ras-le-bol des stagiaires au nombre de 800 qui parlent d'une même voix pour décrire l'état d'abandon de l'établissement et l'atmosphère irrespirable qui règne entre eux et l'administration qui les traite comme des prisonniers.

Aucune espèce de communication, autre que les insultes, les menaces et les brimades, n'existe entre les stagiaires, pourtant adultes et raisonnables, et l'administration. Il suffit de dire pour illustrer le rideau de fer érigé par quelques-uns, entre le premier responsable de l'établissement et les 800 stagiaires, qu'aucun de ces derniers, même pas parmi les sections qui sont là depuis 4 ans, n'a jamais vu ou même aperçu le directeur. Toutes les tentatives d'audience en vue d'exprimer une doléance quelconque se heurtent à une fin de non-recevoir. Nous l'avons, au demeurant, vérifié nous-mêmes en sollicitant l'accès dans l'enceinte de l'établissement pour une audience du premier responsable des lieux.

Aucune réclamation des stagiaires n'a jamais reçu de réponse, fut-elle négative, et cela dure depuis des années selon les grévistes. La goutte qui a fait déborder la vase, déjà trop plein de longue date, a été l'électrocution d'un agent de sécurité affecté à la réparation d'une panne d'électricité qui n'est pas sa spécialité. Le pire c'est qu'on a trop tardé, selon les stagiaires, pour le

secourir et le transporter à l'hôpital. Il n'y avait personne pour conduire l'ambulance. «Occupez-vous de vos affaires», aurait-on répondu aux stagiaires qui exprimaient leur inquiétude à cause de cette lenteur.

Ces réponses du DAF seraient accompagnées, comme à son habitude, par des propos impolis à l'égard de ceux qui l'interpellaient à la vue de l'homme inanimé qui perdait du sang par les oreilles. Ce fait survient dans un climat malsain, déjà signalé dans nos écrits lors de la grève des enseignants, sur un lourd contentieux portant sur les problèmes pédagogiques et sociaux à commencer par la bibliothèque dont le peu de fonds documentaire existant est trop vieux et usagé.

Les stagiaires sont contraints de se débrouiller des ouvrages par leurs propres moyens ou par l'intermédiaire des enseignants qui veulent bien prendre en charge la production de photocopies.

Les stagiaires n'ont pas accès à l'internet, ouvert seulement à leurs collègues étrangers, et ne disposent pas de micro-ordinateurs pourtant disponibles au sein de l'établissement. Les soutenances se déroulent avec plusieurs de mois de retard en attendant la disponibilité de promoteurs extérieurs à l'établissement, affirment encore nos interlocuteurs.

Outre le mépris, l'arrogance notamment du DAF, qui affirme être Dieu sur place, mais pas uniquement, les stagiaires se plaignent des retenues sur la bourse allant de 15 et 30 DA pour chaque absence à 150 DA en cas de blâme arbitraire. De ce fait la bourse qui est normalement de 2 700 DA descend fréquemment, voire régulièrement à 1 300 DA. 4 sections, soit 120 stagiaires des section DEP, n'ont pas eu un centime de bourse depuis 4 ans, nous indique-t-on encore. Des stagiaires hors wilaya parmi

lesquels 17 garçons et 100 filles ne sont pas hébergés, ils se débrouillent auprès des connaissances, notamment dans les cités universitaires. Il n'existe aucune activité culturelle et sportive, l'unique aire de jeux de l'établissement, revêtue d'un semblant de tuf, reste impraticable longtemps après chaque précipitation.

On signale également l'absence de lumière, d'eau et de chauffage ainsi que le manque de mobilier, tables et chaises que se disputent les stagiaires à tour de rôle. Le foyer de l'établissement n'a de foyer que le nom, il n'y a que les murs, un billard et quelques tables hors d'usage, rien pour faire du café, pas de boissons, pas de produits alimentaires de secours ou de complément. Ajoutez à cela la restauration quantitativement et qualitativement insuffisante, de l'avis unanime de nos interlocuteurs. Et cerise sur le gâteau, on signale un vol ces jours-ci d'un équipement électroménager estimé à quelque 150 à 200 millions qui se serait volatilisé à travers la toiture de l'atelier, d'après les échos entendus par les stagiaires au niveau de l'administration alors qu'il s'agit d'un matériel lourd qui ne peut sortir que par la porte et avec des moyens de levage, à en croire nos interlocuteurs. Les stagiaires signalent une absence flagrante d'hygiène, au demeurant vérifiable au niveau des sanitaires qui sont dans un état inqualifiable, l'établissement paierait régulièrement une coquette somme de 25 millions de consommation d'eau déversée dans le jardinage, affirme-t-on encore. La literie n'est pourtant pas fournie ni nettoyée par l'établissement, précise-t-on encore. Voilà un spécimen d'établissement où l'on forme des techniciens et techniciens supérieurs qui ne dispose même pas de tableaux paperboard.

B. T.

BATNA

Incendie volontaire :
plus de peur
que de mal

Les habitants de la rue des Aurès, non loin du siège du journal le Soir d'Algérie, ont passé une nuit blanche suite à un incendie volontaire dans un magasin de meubles, qui aurait pu se propager à toutes les habitations.

En effet, à 22h30, un jeune s'est garé avec sa 206 devant le vidéo club du quartier avec la radio à fond, discutant avec le propriétaire, et provoquant un tintamarre de plus de vingt minutes.

Un voisin demande au propriétaire du fonds de commerce de baisser le son: il était 22h passées. Le ton monte entre le jeune et le propriétaire de la 206, mais sans plus. Le propriétaire de la 206 repart pour revenir une heure plus tard, bien éméché. Le quartier est désert. Il en profite pour verser de l'essence sur la porte d'entrée de l'immeuble, qu'il a pris le soin de verrouiller de l'extérieur, et sous le rideau du magasin. Il y met alors le feu.

Sans les voisins et la Protection civile, onze personnes, dont quatre bébés, auraient pu périr dans les flammes. Les enfants et les personnes âgées ont été considérablement gênés par la fumée. Si le feu avait atteint les conduites de gaz, c'est tout le quartier qui se serait embrasé.

Les dégâts matériels sont importants, mais, heureusement, il y a eu plus de peur que de mal.

Houadef M.

TÉBESSA

Le ras-le-bol
des diplômés
universitaires

Notre rédaction vient d'être saisie par une pétition émanant d'un groupe de la communauté universitaire. Ils sont 30 diplômés en biologie qui dénoncent énergiquement l'arbitraire et les entraves de la Fonction publique qui rejettent leurs diplômes pour non-conformité et non-équivalence des critères pour leur insertion dans la vie active, comme par exemple dans des hôpitaux ou dans des laboratoires alors que les diplômes de l'école paramédicale dans la même filière sont reconnus ! Aussi, ils se sont heurtés à d'autres entraves bureaucratiques pour l'ouverture de laboratoires privés et interpellent de ce fait ceux à qui la puissance publique a conféré l'autorité d'agir de mettre fin à leur cul-de-sac.

Arrestation
d'un contrebandier
avec un important
matériel médical

Cette semaine, la douane du poste-frontière algéro-tunisien de Bouchebka a interpellé un citoyen à bord d'une Renault 19 où était dissimulé un important matériel de chirurgie dentaire (évalué à des millions de centimes), destiné à être introduit en territoire tunisien. Le matériel a été saisi et le mis en cause sera présenté au parquet pour statuer sur les tenants de cette illicite et frauduleuse transaction.

Saâdallah Djamel